

Étant donné l'hétérogénéité radicale des deux systèmes religieux chrétien et musulman, il faut donc en prendre acte une fois pour toutes et arrêter de chipoter sur les ressemblances et les différences de détails, pour savoir s'il faut se condamner réciproquement ou faire des compromis et s'interroger sur le possible salut des musulmans moyennant la présence chez eux des 'semences du Verbe'. Il serait mieux, me semble-t-il, de vivre dans une tranquille différence de façon positive, comme pourrait nous le suggérer Coran 30, 22 : « Parmi ses signes, il y a la création des cieux et de la terre et la différence (*iḥtilāf*) de vos langues et de vos couleurs : il y a en cela des signes pour ceux qui savent (*al- 'ālimīn*) ». La différence des couleurs relève de la nature et celle des langues se réfère à la culture dont les religions font partie.

Michel LAGARDE

YOUNÈS Michel, HAGER Anna, BASANÈSE Laurent, SARRIÓ CUCARELLA Diego (eds.), *Islam et appartenances*, Pensée religieuse et philosophique arabe 42, L'Harmattan, Paris 2020, 264 pp.

Le présent ouvrage rassemble les actes du deuxième congrès de la *Plateforme de recherche sur l'islam en Europe et au Liban* (PLURIEL) qui s'était tenu à Rome du 26 au 28 juin 2018 et qui avait rassemblé à l'Université Grégorienne en collaboration avec l'Institut Pontifical d'Études Arabes et d'Islamologie (PISAI) plus de cent-vingt chercheurs issus de plus de quinze pays. Composé d'articles souvent pointus, en français et en anglais (des résumés sont disponibles dans ces deux langues ainsi qu'en italien au début de l'ouvrage), il s'adresse d'abord à des lecteurs avertis qui pourront compléter cette lecture par une visite du site web de PLURIEL.

Après "L'islam au pluriel : foi, pensée, société" qui avait orienté les échanges en 2016, il s'agissait donc cette fois-ci d'interroger la notion d'"appartenances". Le congrès évitait ainsi de s'empêtrer dans des débats souvent piégés sur l'identité tout en faisant le double pari d'une ouverture à plusieurs champs de réflexion et d'une contribution originale dans le contexte de la modernité. Car, comme l'expliquent Michel Younès et Anna Hager en introduction de l'ouvrage, « dans sa dimension de sécularisation et de pluralisme, la modernité a fait éclater l'appartenance comme référence unique et globalisante, faisant prévaloir la liberté individuelle de recompositions et d'affiliations, multiples et réversibles. À bien des égards, les reconstructions identitaires sous leurs formes fondamentalistes, sectaires, totalitaristes et extrémistes, agissent comme des soubresauts réactionnaires, au sens propre du terme (par réaction) à un changement qui ébranle un ordre moral et politique rassurant » (p. 7-8). Reprenant en fait les termes de l'exposé inaugural de Leila Babès, ils soulignent aussi la dimension communautaire et politique de l'appartenance à l'islam qui « a été sans nul doute un tournant décisif dans la manière de considérer le statut de la sortie de la religion, établissant une équation entre l'apostasie individuelle et la trahison de la communauté » (p. 8). En régime moderne, la question de la citoyenneté s'invite donc au cœur du débat, un débat qui ne porte pas tant sur « la force coercitive de l'islam, que dans sa capacité ou non à construire l'espace du politique » (p. 9). Les coordonnées du débat ne sont donc pas seulement théologiques mais doivent prendre en compte des réflexions qui sont de nature plus juridique, politique ou sociale.

Constitué de trois parties qui correspondent à des angles d'approche différents, le présent

ouvrage reflète bien cette exigence. La première partie regroupe trois contributions de nature théologique : une étude des fondements de l'appartenance religieuse selon l'islam et le christianisme, une enquête sur le blasphème dans la tradition islamique et les législations actuelles des États à majorité musulmane, et une analyse comparative de la notion de bien commun dont l'originalité réside surtout dans son apport pour le dialogue islamo-chrétien. Les deuxième et troisième parties rassemblent des articles faisant appel aussi bien à l'histoire qu'à la sociologie et au droit. Centrée sur les pays à majorité musulmane la deuxième partie regroupe des articles interrogeant les notions de citoyenneté, de religiosité, et la place des non-musulmans, chrétiens en particulier, "en terre d'islam". La troisième partie rassemble quant à elle des contributions sur l'appartenance et l'islam dans les contextes européens. Le rapport à la laïcité est évidemment interrogé. De manière plus originale cependant, Ali Mostfa propose un article sur le cas des Français de culture musulmane au travers du prisme de la notion de territoire. On lira aussi avec intérêt les deux dernières contributions qui mettent en lumière le contexte espagnol qui mérite en effet d'être mieux connu. Au terme de ces trois parties, Laurent Basanèse propose des "réflexions conclusives" : il souligne d'abord quelques thèmes "carrefours" qui ont alimenté les échanges pendant le congrès et, de manière suggestive, indique ensuite quelques axes de réflexions sur les frontières de l'appartenance.

Rémi CAUCANAS